

[Text]

what would you do with the thousands of people who depend on these plants for a livelihood and the spin-off industries that support them?

If quality were the sole factor, then I suppose that would be a strong argument. But it has been demonstrated, and is a fact, that we do not need to process at sea to provide good quality; we can do that now.

Yet, the question is: Can the industry support the number of people who are dependent upon it? I say, "yes", if we provide the right marketing approach, if we can get into these markets, and if we can phase out that foreign fishing activity.

One of the reasons I accepted the invitation of your chairman to come here was that I thanked God that somebody is looking at this. I believe you are the first committee of Parliament that I know of to zero in specifically on the marketing of fish. The problem with committees in the other place up to now is that they only look at what the government wants them to look at. I believe, for example, that parliamentary committees, whether in the Senate or the House of Commons, can do the work of royal commissions and task forces much more effectively and much more economically, and are in a better position to ensure that there is some action taken upon their recommendations by being able to keep the thing alive in Parliament.

You have asked a very complex question, senator. It is one that anybody involved in the Atlantic provinces fishing industry, either directly or as a politician, would be less than honest with you if he attempted to provide any simplistic answer to it.

I believe that the people on the northeast coast of Newfoundland are there and have been there for hundreds of years because of the fishery. I think they have a right to be able to harvest and market the products that are at their doorstep. I think we have to provide the marketing framework, as a government, to accommodate that social structure, but we have to try to balance it off. If you have a profitable plant, then the profits from that plant have to help to support the plants that are less profitable. That has been the approach up to now.

I am sorry that is a very unsatisfactory answer, but it is a very complex question.

**The Chairman:** It is a good answer. The bill that was going to give the minister additional powers could not even be passed. It was hoisted for a year. That gives an indication of the strength of your argument that nobody could agree that the minister should have more power because of the social impact on the fishery.

**Senator Thériault:** The fact of the matter is, Mr. Chairman, that we have tried—you have tried it in Newfoundland, I understand—to move whole communities. We have tried it in New Brunswick, and ten years after, we found the same people right back where they were, and they are still fishing.

[Traduction]

teuse de le faire. Mais que feriez-vous des milliers de travailleurs qui gagnent leur vie dans ces usines et dans les entreprises qui les soutiennent?

Si la qualité était l'unique facteur à considérer, ce serait un argument de poids. Mais il a été démontré qu'en fait, il n'est pas nécessaire de conditionner le poisson en mer pour en assurer la bonne qualité; nos produits sont déjà de bonne qualité.

Pourtant, la question se pose: l'industrie peut-elle soutenir tous les travailleurs qui dépendent d'elle? Personnellement, je crois que c'est possible, si nous abordons la commercialisation de la bonne façon, si nous pouvons pénétrer les nouveaux marchés et si nous pouvons éliminer graduellement la pêche par les pays étrangers dans les eaux canadiennes.

Si j'ai accepté l'invitation du président de votre comité, c'est entre autres raisons, parce que je suis heureux qu'on s'occupe de ce problème. À ma connaissance, votre comité est le premier à s'attaquer au problème spécifique de la commercialisation du poisson. Jusqu'à maintenant, les comités de l'autre endroit ont toujours eu le même inconvénient, ils n'étudient en effet que les questions dont le gouvernement les saisit. Personnellement, je crois que les comités parlementaires, qu'il s'agisse des comités du Sénat ou de la Chambre, peuvent faire le travail des commissions royales d'enquête et des groupes de travail beaucoup plus efficacement et économiquement qu'eux et qu'ils sont plus en mesure d'amener le gouvernement à donner suite à leurs recommandations parce qu'il leur est possible d'en parler constamment au Parlement.

Vous avez posé une question très complexe, sénateur. Tous ceux qui sont liés de près ou de loin à la pêche dans les provinces de l'Atlantique, que ce soit directement ou sur le plan politique, ne seraient pas honnêtes avec vous s'ils tentaient d'y fournir une réponse simpliste.

Je crois que les habitants de la côte nord-est de Terre-Neuve, et ce depuis des siècles, s'intéressent aux pêcheries. Je crois qu'ils ont le droit de pêcher et de commercialiser le poisson qui vit dans les eaux de leur région. En tant que gouvernement, nous devons mettre sur pied le système de commercialisation nécessaire pour soutenir cette structure sociale, mais nous devons tâcher de préserver un certain équilibre. Lorsqu'une usine est rentable, ses profits doivent servir à soutenir celles qui le sont moins. C'est ce que le gouvernement a tâché de faire jusqu'à maintenant.

Ma réponse est loin d'être satisfaisante et j'en suis désolé, mais il s'agit d'une question très complexe.

**Le président:** C'est une bonne réponse. Le projet de loi qui devait donner au ministre des pouvoirs additionnels n'a même pas pu être adopté. Il a fallu le présenter de nouveau après un an. Cela vous donne une idée de la force de votre argument selon lequel personne n'était d'accord pour donner au ministre des pouvoirs additionnels à cause de l'impact social que cela aurait chez les pêcheurs.

**Le sénateur Thériault:** En fait, monsieur le président, nous avons essayé de déplacer des communautés entières à Terre-Neuve, si je ne m'abuse. Nous avons fait la même chose au Nouveau-Brunswick et, dix ans plus tard, les pêcheurs sont retournés d'où ils venaient et ont continué de pêcher.